

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, notamment sur les opérations de l'OTAN en Afghanistan, son élargissement, ses partenariats, et sur la situation au Liban, à Riga le 29 novembre 2006.

LE PRESIDENT - À l'issue de ce sommet, je voudrais tout d'abord exprimer toute ma reconnaissance à la Présidente, Mme Vaira VIKE-FREIBERGA et aux autorités lettones qui l'ont organisé avec beaucoup de gentillesse et beaucoup d'efficacité. Une belle organisation à tout point de vue. Chacun, à la fin du sommet, a remercié la Lettonie, qui l'avait bien mérité. Elle a donné une belle image de la capacité d'hospitalité et de l'efficacité de la Lettonie.

Après Prague, le sommet de Riga symbolise le nouveau visage de notre continent, libéré des divisions d'hier. Il donne aussi l'image de l'attachement de tous à l'alliance militaire entre l'Europe et l'Amérique du Nord, alliance qui est la garantie de notre sécurité depuis maintenant 50 ans.

Le dîner d'hier soir, a été consacré principalement aux opérations de l'OTAN, en l'Afghanistan et au Kosovo. S'agissant de l'Afghanistan, j'ai noté la détermination de tous à réussir la mission qui a été assumée et engagée. J'ai plaidé, pour ma part, pour l'insertion de l'action de l'OTAN dans une stratégie globale, dans un processus politique organisé et qui associe tous les acteurs. Je pense en effet qu'il était nécessaire de bien marquer que ce n'est pas seulement un problème militaire, ce n'est pas seulement un problème économique et social. C'est, à la fois, un problème militaire, de sécurité et de développement.

Par ailleurs, et dans cet esprit, j'ai proposé la création d'un groupe de contact de la même nature que celui qui existe sur le Kosovo. Cette proposition a été retenue et mandat a été donné au Secrétaire général de l'OTAN de la mettre en oeuvre. J'ai fait part aussi de notre volonté d'adapter notre dispositif militaire, à effectifs constants, bien entendu, aux besoins de l'OTAN et aux besoins des Afghans, notamment dans le domaine de la formation.

Sur le Kosovo, un accord général s'est dégagé rapidement sur le maintien du dispositif de l'OTAN pendant la phase sensible, très sensible, de la négociation sur le statut que mène M. AHTISSARI. J'ai relevé que la priorité opérationnelle de l'Union est la mise en place de la mission civile qui sera la plus importante jamais conduite par L'Union européenne.

Sur les travaux de ce matin, nous avons essentiellement parlé de la transformation de l'Alliance. La France soutient ce processus d'adaptation militaire qui a été engagé au Sommet de Prague en 2002. Dans ce contexte, je me suis réjoui de voir la force de réaction de l'OTAN, la NRF, à laquelle la France participe depuis l'origine, déclarée dorénavant opérationnelle. Sur le plan politique, j'ai rappelé, d'une part, notre volonté de construire une relation forte entre l'Alliance et la Russie, d'autre part, la nécessité de prendre en compte le rôle croissant de l'Union au service de la paix. Je vous rappelle que l'Union européenne est engagée dans les Balkans, en Afrique et au Liban.

S'agissant des partenariats avec les tiers qui ont été évoqués, nous sommes convenus, sans remettre en cause la spécificité du lien entre nord-américains et européens, de mieux associer, au cas par cas, les Etats qui sont prêts à s'engager sur le terrain avec nous.

J'ai enfin marqué, et c'est une position constante de la France, que les Nations Unies doivent

rester la seule enceinte politique à vocation universelle. Voilà le résumé de nos discussions d'hier et d'aujourd'hui.

QUESTION - Monsieur le Président, hier, M. BUSH a parlé de l'élargissement de l'OTAN, à de nouveaux membres. Vous n'avez pas mentionné quelle était votre position par rapport à ce sujet ? Notamment envers la Géorgie. Est-ce que votre pays va appuyer son adhésion ? Pensez-vous qu'il existe un espoir réel pour la Géorgie ?

LE PRESIDENT - Il y a des procédures qui sont actuellement engagées et qui intéressent plusieurs pays, notamment la Croatie, la Macédoine et l'Albanie. La France s'y associe pleinement. Pour ce qui concerne d'autres pays qui ont manifesté des intentions, nous en sommes, en ce moment, à la période du dialogue. C'est vrai pour l'Ukraine et pour la Géorgie. Il n'y a aucune espèce de décision prise dans ce domaine.

QUESTION - Monsieur le Président, toujours au sujet de l'élargissement. Vous avez discuté de la Croatie, de la Macédoine et de l'Albanie. Qu'en est-il de votre décision ? Le ministre des Affaires Etrangères slovène hier a déclaré que certains pays étaient pour une séparation de la Croatie du reste de la Charte adriatique, cela est-il vrai et si cela est vrai, qui ?

LE PRESIDENT - Ces trois pays sont dans un processus, qui ira, sans aucun doute, jusqu'au bout. Nous n'avons pas évoqué particulièrement ce problème.

QUESTION - Je voudrais vous demander si vous avez discuté avec vos partenaires de la question de l'Irak et de l'initiative européenne au Proche Orient ? Une deuxième question : qu'en est-il de votre candidature pour les prochaines élections ?

LE PRESIDENT - Nous n'avons pas évoqué le problème de l'Irak, qui n'avait pas à être évoqué dans ce contexte. Par conséquent je ne peux pas vous donner de précisions à ce sujet.

QUESTION - Vous souhaitez sans doute, à juste titre, une implication des pays voisins de l'Afghanistan pour essayer de stabiliser ce pays. Or parmi ces pays voisins, il y a l'Iran. Que dit le Président BUSH là-dessus ? Y-a-t-il un débat ? Accepterait-il que l'Iran joue un rôle constructif ?

LE PRESIDENT - Le Président BUSH n'a fait aucun commentaire sur ce problème qui n'est pas à l'ordre du jour et qui n'a pas été évoqué.

QUESTION - Monsieur le Président, d'abord joyeux anniversaire !

LE PRESIDENT - Merci, j'y suis sensible.

QUESTION - Avez-vous discuté des « caveat » sur les forces en Afghanistan ? Y a-t-il eu beaucoup d'offres supplémentaires de troupes ? Qu'en est-il pour la France ? Il paraît que la Serbie va entrer dans le partenariat pour la paix de l'OTAN. Je voudrais savoir quelle est l'opinion de la France à ce sujet ?

LE PRESIDENT - D'abord, quelles sont les décisions prises par la France en ce qui concerne sa participation ? J'ai évoqué, dans le cadre de notre participation, et des effectifs que nous avons en Afghanistan, un certain nombre d'améliorations, à effectifs constants. J'ai indiqué que nous déploierions à Kaboul deux hélicoptères de transport « Cougar ». Et que le détachement d'avions de combat basés à Douchanbe, qui aurait pu être interrompu, sera maintenu en 2007. J'ai fait part de la participation ponctuelle du groupe aéronaval à des missions d'appui aérien au profit de la FIAS ou de l'opération « Enduring Freedom ». J'ai indiqué qu'il y aurait renforcement de notre participation à la formation de l'armée afghane. Une cinquantaine d'instructeurs seront insérés dans les bataillons afghans. Enfin, j'ai évoqué la possibilité, au cas par cas, d'engager les unités françaises à l'extérieur de la zone de Kaboul. Voilà ce qui a été proposé. J'ai cru comprendre que cela donnait satisfaction à nos partenaires.

Vous m'avez interrogé sur la Serbie : la Serbie connaît actuellement un problème qui est celui de son intégrité territoriale. Nous avons bien entendu soutenu sans réserve les efforts de M.

AHTISSARI dans ce domaine. Nous l'appuierons autant que faire se peut. Je souhaite que l'on arrive à une solution qui permette de maintenir la paix et la stabilité tout en respectant l'intérêt des minorités, notamment les intérêts culturels ou religieux des minorités serbes dans cette région.

QUESTION - Le problème de la sécurité énergétique est dans l'agenda de l'OTAN. Quelle a été la discussion ? Dans certains rapports d'hier et avant-hier, on a évoqué même le chapitre 5 pour la

sécurité énergétique. Est-ce que l'OTAN a un rôle dans cette question ? Peut-on parler de défense des voies maritimes et des oléoducs des régions d'Asie Centrale ?

LE PRÉSIDENT - La sécurité énergétique n'était pas à l'ordre du jour et n'avait pas à être à l'ordre du jour de l'OTAN. Nous n'en avons donc pas parlé.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez d'abord discuté avec le Président BUSH au téléphone, j'imagine ici aussi, de la Syrie et du Liban. Vous êtes très impliqué, Monsieur le Président, dans le dossier. Est-ce que les partenaires européens qui veulent parler à la Syrie font pression sur les Américains pour une reprise du dialogue avec la Syrie ? Deuxièmement, est-ce que le fait que le Hezbollah soit passé dans l'opposition vous inquiète ?

LE PRÉSIDENT - Tout d'abord, ne dites pas que tous les Européens souhaitent un dialogue avec la Syrie. J'ai toujours été partisan du dialogue en général, comme base des relations entre les peuples et entre les pays. Encore faut-il que ce dialogue puisse déboucher sur quelque chose, et se fonder, je dirais, sur l'honnêteté et sur l'engagement. Un dialogue, cela veut dire qu'on discute et qu'ensuite on exécute ce qui a été décidé en commun. Dans l'état actuel des choses, ce n'est pas tout à fait la caractéristique du dialogue qui a pu être amorcé entre deux pays européens et la Syrie. Je le déplore. Mais c'est ainsi. J'ai cru comprendre que la position du Président américain était tout à fait la même que celle de la France.

Sur la deuxième question, je souhaite que l'esprit du dialogue national se maintienne au Liban. C'est le meilleur garant de l'intégrité du Liban, de son indépendance, et surtout, de la paix et de la sécurité de tous les Libanais. Cette sécurité est fragile, en permanence. Et les Libanais, tous, quelles que soient leur origine, leur confession, ont droit à la sécurité. Ils ont droit à la paix. Tous les hommes politiques, ou les femmes politiques, qui ont une responsabilité quelconque au Liban, doivent avoir présent à l'esprit que leur première responsabilité, c'est de participer à la paix, c'est-à-dire, en aucun cas, de céder à l'agressivité, mais de céder à la cordialité. A cet égard, la France a exprimé le vœu que le Hezbollah, puisque vous l'évoquez, occupe toute sa place dans la vie politique libanaise. C'est une formation politique qui a un rôle important, notamment dans la communauté chiite, et qui doit occuper, tout à fait normalement, sa place. Une place, je le répète, de modération, comme toutes les autres formations politiques. Et une place permettant de conforter la sécurité.

La France a des relations d'amitié anciennes, vous le savez, avec le Liban, et notamment avec toutes les communautés du Liban, sans exception. Nous respectons le Liban, nous respectons toutes les communautés qui composent le Liban. Et nous voulons entretenir avec elle des relations constructives et positives dans un esprit de paix, de dialogue et de sécurité qui est ce qui est le plus nécessaire aujourd'hui à une population qui a été maltraitée, il faut bien le dire, par la vie depuis si longtemps et qui aspire, à juste titre, à l'unité, à la paix et à la sécurité.

QUESTION - Ségolène ROYAL, la candidate socialiste à la présidentielle, va se rendre dans les jours prochains au Proche-Orient. Je voulais savoir si vous pensiez que c'était une initiative heureuse et pensez-vous, vous-même, vous rendre dans cette région prochainement ?

LE PRÉSIDENT - J'ai effectivement appris que Mme ROYAL envisageait de se rendre au Proche-Orient, et notamment au Liban. Cette visite n'appelle pas de commentaire spécial de ma part. Ce que je veux dire simplement, c'est que pour tout élu de la Nation, et notamment pour tout Président de région, cela va de soi, mais pour tout élu, nos postes diplomatiques et consulaires ont pour vocation, pour mission, de veiller à la sécurité et au bon déroulement de ces visites. Il en sera de même pour tout élu qui participerait à des visites dans cette région ou dans d'autres. Ils sont, à ce titre, disponibles. Dans toute la mesure, où, vous ne l'ignorez pas, les contraintes qui pèsent actuellement sur nos postes, dans les régions difficiles, sont grandes. Il faut simplement adapter les choses. Nos postes sont à la disposition des élus responsables.

QUESTION - Votre voyage ?

LE PRÉSIDENT - Je n'ai pas de commentaires à faire, pour le moment, car je n'ai pas pris de décision.

QUESTION - Je viens du Pakistan. Monsieur le Président, avez-vous discuté d'autres options, en dehors de la situation de l'option militaire pour l'Afghanistan. Deuxième question, la France est-elle prête à engager davantage de troupes de combat en Afghanistan ? Et à votre avis, pendant

elle prête à engager davantage de troupes de combat en Afghanistan : Et à votre avis, pendant combien de temps va-t-il falloir poursuivre cette mission en Afghanistan et pensez-vous que de notre vivant il sera possible d'avoir une solution ?

LE PRÉSIDENT - Tout d'abord, je ne pense que la solution soit exclusivement militaire.

L'Afghanistan a fait des progrès non négligeables depuis quelques temps. C'est vrai sur le plan des droits de l'Homme et de la femme. C'est vrai sur le plan économique et social, et notamment dans le domaine de l'éducation et dans le domaine de la santé, de la santé publique.

Malheureusement, l'Afghanistan reste l'un des pays les plus pauvres du monde qui a des besoins considérables, et qui est, il faut bien le dire, miné par une économie de la drogue, ce qui pose des problèmes à tout le monde. Mais, surtout à l'Afghanistan.

A partir de là, la solution militaire, nécessaire, n'est pas suffisante. La solution militaire, c'est essentiellement d'aborder les questions des moyens utiles à l'armée et à la police afghane pour pouvoir assumer de mieux en mieux ces responsabilités. Ce n'est pas suffisant. Ce qu'il faut, c'est également avoir une politique d'aide au développement. Et comme les deux sont en réalité mêlées en Afghanistan, il faut bien comprendre que seule une coopération étroite entre les responsables de la sécurité et les responsables de l'aide au développement s'imposent. C'est la raison pour laquelle, je le répète, j'ai proposé la création, comme on l'avait fait au Kosovo, d'un groupe de contact qui nous permette d'avoir une meilleure harmonie dans l'action de développement et l'action de sécurité. Je le répète, cette décision a été retenue et approuvée. Le Secrétaire général va faire des propositions pour la création de ce groupe de contact.

Vous me demandez si la France a l'intention d'augmenter sa participation militaire ? Non. Nous avons une participation militaire qui est importante, de l'ordre de 1 100 hommes, essentiellement à Kaboul, puisque nous commandons la région de Kaboul. Sous la réserve de ce que j'ai dit tout à l'heure, c'est-à-dire les aménagements dans le cadre de notre coopération militaire, que j'ai rappelés, nous n'avons pas l'intention d'augmenter nos effectifs.

QUESTION - Connaissant l'attitude du Président POUTINE vis-à-vis des ex républiques soviétiques, et en particulier de celles qui font partie de l'OTAN ou qui veulent en faire partie, est-ce qu'à votre avis c'était une bonne idée d'organiser un dîner avec Vladimir POUTINE, ici, à Riga. Deuxièmement, pourquoi ce dîner n'a-t-il pas eu lieu ?

LE PRÉSIDENT - Je suis probablement la dernière personne à qui vous puissiez poser cette question. Car je ne suis ni l'inspirateur, ni l'organisateur de cette initiative. Le Président POUTINE m'a fait savoir très gentiment, et j'y ai été sensible, qu'il souhaitait me féliciter pour mon anniversaire, et, à cette occasion, me rencontrer. Ce à quoi j'ai été, je le répète, sensible. Là-dessus, Mme FREIBERGA a évoqué la possibilité d'avoir un dîner. J'y serais allé volontiers. Je n'étais, je le répète, ni à l'origine, ni l'organisateur de cette affaire. Les contraintes de l'organisation du Sommet, les contraintes du côté letton et du côté russe ont rendu difficile l'organisation de ce dîner. Par conséquent, il n'aura pas lieu. Mais je voudrais qu'il soit clair que c'était un problème d'organisation entre les autorités lettones et les autorités russes. Le Président POUTINE m'a fait savoir qu'il me téléphonerait tout de suite après le déjeuner pour me fêter mon anniversaire.

QUESTION - Monsieur le Président, l'OTAN aurait l'intention d'étendre le partenariat avec les pays de l'Asie pacifique. Est-ce que vous êtes d'accord avec cette politique et est-ce que vous ne croyez pas qu'il y aurait un risque de confrontation avec, par exemple, la Chine, puisque le groupe de Shanghai existe déjà dans la région ?

LE PRÉSIDENT - Il n'est pas question d'étendre. Comme je vous l'ai dit, l'OTAN est une structure militaire de défense entre l'Amérique du Nord et l'Europe. Dans certains cas, l'OTAN associe certains pays à sa contribution pour des opérations militaires, d'un commun accord. C'est ce qui se passe en Afghanistan. Mais il n'a jamais été question d'étendre l'OTAN à l'Asie, pas plus qu'ailleurs. Je le répète, l'OTAN ne peut fonctionner convenablement qu'en tant que structure militaire de défense entre les Etats-Unis, le Canada et l'Europe avec, le cas échéant, des accords particuliers avec tel ou tel pays, acceptés de part et d'autre.

QUESTION - Monsieur le Président, bon anniversaire encore une fois.

LE PRÉSIDENT - Merci.

QUESTION - Comment jugez-vous l'assistance de l'OTAN vis-à-vis des troupes de l'Unité africaine au Darfour ? En tant que journaliste égyptienne, permettez-moi de vous demander quelle est l'importance de la prochaine visite du Président MOUBARAK à Paris ?

LE PRÉSIDENT - Il n'y a pas de rapport entre l'action au Darfour et l'OTAN. Il y a un rapport éventuel, qui n'est pas encore précisé, entre l'action au Darfour et l'ONU, ce qui est tout à fait différent. L'ONU ayant proposé de prendre en charge la sécurité au Darfour et de se substituer, à ce titre, à l'AMIS, c'est-à-dire aux forces de l'Union africaine. Il y a eu des discussions complexes avec les Africains d'une part, avec le Président BECHIR, d'autre part. Un accord est en train de se dégager, où l'ONU apportera sa contribution aux opérations du Darfour, en soutien de l'Union africaine. Mais l'OTAN n'a naturellement rien à voir dans ces questions.

La deuxième question concernait le Président MOUBARAK. Je peux simplement vous dire qu'à l'occasion d'une exposition « les trésors engloutis d'Egypte », le Président MOUBARAK et son épouse viendront effectivement à Paris. C'est pour moi toujours un privilège, et un plaisir, de le recevoir. Un privilège, parce que nous avons des relations cordiales très anciennes et très amicales. Un privilège, parce que son jugement est toujours marqué au coin du bon sens. J'ai toujours plaisir à l'écouter.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez dit que la sécurité énergétique n'était pas à l'ordre du jour de la réunion. Mais partagez-vous la position du Secrétaire Général, selon laquelle l'OTAN doit s'intéresser à de nouvelles questions comme ce sujet ?

LE PRÉSIDENT - Je n'ai jamais été très partisan d'un élargissement de l'OTAN à des questions qui ne relèvent pas de sa vocation première. L'OTAN a vocation à assurer une sécurité militaire de défense entre les Américains, au sens large du terme, et les Européens. L'OTAN doit assumer en permanence les évolutions qui impliquent cette coopération et s'occuper de cela et pas d'autre chose.

QUESTION - Monsieur le Président, il y a une critique implicite au sein de l'Alliance à propos de l'Afghanistan qui consiste à dire que des pays comme la France et l'Allemagne occupent des propositions qui sont relativement calmes, alors que d'autres pays, comme les Etats-Unis, le Canada et les Britanniques sont dans des zones dangereuses. Que pensez-vous de cette critique ? Ensuite, le Président BUSH a dit hier que l'Article 5 du Traité de l'Atlantique nord s'appliquait aussi lorsque des forces de l'OTAN sont déployées sur le terrain. En d'autres termes, si les Britanniques estiment qu'ils sont en danger, ils devraient pouvoir faire appel à la solidarité de l'OTAN. Que pensez-vous de ces deux choses ?

LE PRÉSIDENT - Nous avons une organisation, l'OTAN, qui comporte un certain nombre de règles. Je ne suis pas pour la modification de ces règles générales. Je suis pour tenir compte des problèmes particuliers que la mise en oeuvre de ces règles peut impliquer, notamment pour les autres. Et c'est dans cet esprit, qu'à la demande de l'OTAN, j'ai annoncé un certain nombre de mesures destinées à aménager les obligations françaises dans ce domaine. Je ne suis pas disposé à aller au-delà.

Je vous remercie.